

2000 salariés supplémentaires poussés au départ

Nos emplois directement menacés, On ne doit plus les laisser faire !

Appel au débrayage jeudi 23 septembre :

RDV à 10h devant le CTL ou par TEAMS : [Cliquez ici pour participer à la réunion](#)

Salariés Renault et sous-traitants, rassemblons-nous pour montrer notre colère et construire la nécessaire riposte !

Jeudi dernier, avait lieu la première réunion de « négociation » de l'accord triennal 2022-24 chez Renault et, le moins que l'on puisse dire, c'est que la direction a sorti l'artillerie lourde dès le début. Elle a ainsi annoncé qu'elle prévoyait le départ de 2000 nouveaux salariés (en plus de la RCC 2021 !) et qu'il fallait maintenant que les syndicats discutent des conditions de ces départs.

L'ingénierie Produit est particulièrement visée avec un objectif de 1300 départs (soit plus de 20% de l'effectif !) et le secteur des moteurs thermiques encore plus d'après une interview du Directeur Général L. De Meo dans le journal Le Monde.

Nous ne pouvons rester l'arme au pied face à ce nouveau chantage à l'emploi sous prétexte de « transition écologique ». Il nous faut nous mobiliser dès maintenant pour montrer notre opposition à la poursuite de la casse sociale.

L'ingénierie en première ligne et particulièrement « l'ingénierie des moteurs thermiques » (d'après l'interview de L. De Meo dans le journal Le Monde du 17/09)

Comme souvent, les syndicats en ont appris autant sur le plan que Renault prépare pour les 3 années à venir en réunion de « négociations » que dans la presse du soir. Une chose est claire, la nouvelle saignée annoncée par L. De Meo se concentre comme celle de l'an dernier en premier lieu sur l'Ingénierie avec 1600 nouveaux départs « souhaités » (dont 1300 dans l'Ingénierie Produits). La direction n'a pour l'instant pas précisé si ces départs seraient « au volontariat » ou contraints et quelle serait la durée la période effective des départs.

Luca de Meo veut « soigner le cœur de Renault »

Le directeur général du groupe au losange lance une négociation sociale visant à réorganiser l'appareil productif en France. L'entreprise prévoit 2 500 recrutements dans les futurs métiers du constructeur, et 2 000 départs, essentiellement dans l'ingénierie des moteurs thermiques.

Par Eric Béziat

Le Monde

Ces chiffres confirment les inquiétudes que la présentation des directeurs des Essais Mécaniques et Véhicule avaient donnés lors du CSE de fin juillet : **pour Lardy, c'est 30% de l'effectif DEA-TM et TV qui est directement menacé.** Et la situation est à coup sûr la même à la DEA-M. Pour mémoire, il n'y a plus que 1064 salariés Renault en activité sur le site de Lardy (chiffres fin juin 2021), il y en avait 1810 en novembre 2007, soit 40% de moins en 14 ans.

Alors, encore 300 emplois Renault en moins à Lardy d'ici 2024 ? Encore des centaines de sous-traitants mis à la porte du site ? Pas question de les laisser poursuivre leur casse sociale sans réagir !

Ils ne veulent pas nous reconverter mais nous faire partir !

Utilisant sans vergogne le prétexte de la « transition écologique » vers l'électrique, L. De Meo cible l'ingénierie des moteurs thermiques. La direction indique ainsi qu'en « contrepartie » des 1600 nouveaux départs dans l'Ingénierie, elle promettra 400 embauches sur les « futurs métiers » et 2000 formations « métier ». Mais elle avait déjà promis, en parallèle de la Rupture Conventionnelle Collective de 2021, des centaines de « reconversions » en 2020-21 : combien ont réellement été engagées ? Quelle nouvelle activité a été développée sur le site de Lardy pour compenser les dizaines de fermetures de moyens d'essais, la réduction drastique de la gamme et l'externalisation d'activités vers des sous-traitants extérieurs ou dans les RTx ?

Même si ces nouveaux départs étaient au « volontariat », cela voudra dire encore plus de pressions pour nous pousser à la porte : insupportable !

La direction n'a pas annoncé ses intentions sur le caractère « volontaire » ou pas de départs. Mais il suffit de regarder dans le rétroviseur de ces derniers pour relativiser le caractère « volontaire » d'une Rupture Conventionnelle Collective.

Car, voyant dès les premières semaines que les volontaires ne se pressaient pas au portillon, la direction a petit à petit dégainé tout un arsenal de pressions de plus en plus insupportables :

- Explosion du nombre de Plans De Progrès Individuel (PPI) : jusqu'alors il n'y en avait qu'1 ou 2 par an à Lardy et en 2021, il y en a eu 18 !
- Annonce de la suppression à court terme du poste de centaines de salariés sans perspective de mobilité interne
- Externalisation forcée des salariés de la maintenance vers la société P2M (sous peine de licenciement en cas de refus).



Toutes ces méthodes avaient pour but de faire partir 1200 salariés de l'Ingénierie Produit d'ici la fin octobre 2021. La direction a indiqué qu'elle n'atteindrait pas ce chiffre mais a noté une augmentation du nombre de dossiers ouverts.

Alors, combien de nouvelles externalisations forcées, combien de nouveaux PPI, combien de salariés qui vont se retrouver sans perspective professionnelle chez Renault, combien de nouvelles pressions pour trouver encore 1300 « volontaires » dans l'Ingénierie Produit ? N'acceptons pas de subir encore 3 années de cette situation !

G. Le Borgne appelle les syndicats à penser le « Lardy électrique » alors que la direction se refuse à ouvrir tout moyen d'essais supplémentaire sur le site...

Ainsi, M. Caron, directeur de la DEA-TM, a annoncé au CSE de juillet 2021 que les bancs électriques de Lardy seraient saturés à 100% mais qu'il n'était pas prévu d'ouverture de nouveaux bancs.

Ces saignées successives dans les effectifs n'ont pas pour origine les mutations techniques actuelles. Bien au contraire, le développement des hybrides et de l'électrique, le travail sur les nouveaux modes de transport, sur l'hydrogène et les batteries, tout cela nécessiterait en réalité l'accroissement des activités de recherche et d'innovation que les sites d'ingénierie accueillent.

C'est la recherche insatiable de profit, « *quoi qu'il en coûte* », qui explique ce que nous vivons aujourd'hui. Le passage à l'électrique bouleverse le modèle économique de l'automobile et remet en cause les sources habituelles de profit des constructeurs automobiles. Pour assurer leurs marges bénéficiaires, les directions d'entreprise font peser la transition sur les salariés, y compris sur ceux-là même qui pourraient effectivement travailler sur des modes de transport moins polluants (en prenant en compte tous les aspects, y compris le recyclage des batteries et leur teneur en métaux précieux).

Pas question pour nous de payer leur « transition » qui n'a d'écologique que le nom. Notre travail et nos compétences devraient servir à l'ensemble de la société, nos patrons veulent les sacrifier sur l'autel des profits.

Thèmes des prochaines réunions de « négociation » : optimisation immobilière, temps de travail, etc.

Contre les 2000 départs supplémentaires, la CGT-Lardy appelle les salariés Renault et sous-traitants à faire grève :

RDV jeudi 23/09 à 10h devant le CTL

ou par TEAMS : [Cliquez ici pour participer à la réunion](#)

Salariés Renault et sous-traitants, rassemblons-nous pour montrer notre colère et construire la nécessaire riposte !